

**ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
FRONT DESINFOX
CONTRE LE
RASSEMBLEMENT
NATIONAL**

7

FICHES DE DÉCRYPTAGE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES FRONT DESINFOX CONTRE LE RASSEMBLEMENT NATIONAL

La surmédiatisation des migrations et intérêt croissant des Français

Selon les sondages, l'intérêt des Français sur les questions migratoires comme sujet d'intérêt a évolué. En mars 2024, il est à la 10e position dans un sondage BVA XSight pour RTL. Quelques jours avant les élections européennes, un sondage commandé à Ipsos Sopra Steria le place comme 2è sujet de l'intérêt des Français. Or, a été passé sous silence le fait que la surmédiatisation du Rassemblement national et de son premier thème de campagne, l'immigration, ait pu contribuer à cette évolution de l'opinion des Français.

MARS 2024
10^e place

JUIN 2024
2^e place

Médias et réseaux sociaux : vecteurs de fausses affirmations ?



En effet, une fois présent sur les plateaux télévisés, le candidat RN a très souvent exprimé des fausses informations **sans contradiction** de la part de la plupart des journalistes. Dans d'autres cas de figure, des prises de parole de Jordan Bardella ont été extraites et relayées sur les réseaux sociaux sans aucune mise en perspective. Ces vidéos ont été très suivies sur les réseaux sociaux, lieux où une personne sur deux s'informe. Jordan Bardella a fait des réseaux sociaux une pierre angulaire de sa campagne électorale.

La responsabilité des médias dans la lutte contre la désinformation

Ces exemples illustrent le fait que les médias n'ont pas suffisamment joué leur rôle dans la lutte contre la désinformation propagée par les responsables RN, en particulier au cours de la campagne des élections européennes durant laquelle cette désinformation a occupé une place centrale.

→ L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a rappelé en janvier 2024 que la question des migrations entraîne un discours de haine, qu'il relève de la responsabilité des médias de mettre en contexte les propos exprimés par des personnalités politiques et de "rectifier systématiquement les fausses informations" (11.3).



“ L'Assemblée rappelle que le thème de la migration et de l'asile ne peut se résumer à des enjeux sécuritaires et appelle les hommes et les femmes politiques ainsi que les médias à prendre urgemment la mesure des conséquences d'un traitement partiel de cette nature sur la cohésion sociale et l'ordre public (4.). ”

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES FRONT DESINFOX CONTRE LE RASSEMBLEMENT NATIONAL DÉLINQUANCE

DESINFOX- MIGRATIONS

FICHE 1

“ L’immigration est devenue le pire carburant pour la violence de rue et l’insécurité dans notre pays.

Jordan Bardella (RN)

Marion Maréchal
(Reconquête! / RN)

Remigration pour les délinquants, les personnes de nationalité étrangères qui sont sur le sol français qui n’ont rien à faire, les fichés S pour islamisme, les délinquants étrangers, les chômeurs de longue durée qui ne subviennent pas à leur besoin et pèsent sur les finances publiques et les clandestins.

CES PROPOSITIONS SONT FAUSSES ET DANGEREUSES :

Les pourcentages liés à la délinquance des étrangers doivent être mis en perspective

- La “délinquance” renvoie en réalité aux interpellations qui peuvent concerner davantage d’étrangers (par exemple en cas d’éviction de camps, phénomène croissant à l’approche des J.O.P.).
- Des statistiques biaisées par des **pratiques discriminantes**. Des biais de discriminations existent dès le contrôle d’identité jusqu’au long du parcours pénal : les étrangers sont davantage condamnés et à des peines plus lourdes de 12 % en moyenne.

La pauvreté comme un des critères déterminants, pas l’origine

Les infractions les plus courantes sont liées à la pauvreté et aux conditions de vie. C’est avant tout la précarité économique qui cause la délinquance. Or, les immigrés sont en moyenne plus pauvres que les natifs. En effet, 31,5 % des immigrés ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté contre 11 % des personnes non-immigrées.

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Julien Fischmeister, “Étrangers détenus : derrière les chiffres de la sur-représentation”, Observatoire international des prisons, mis en ligne le 3 février 2021.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES FRONT DESINFOX CONTRE LE RASSEMBLEMENT NATIONAL AIDES SOCIALES

DESINFOX- MIGRATIONS

FICHE 2

La France doit cesser d'être un guichet social.

Je souhaite mettre en place la priorité nationale pour réserver les allocations et aides sociales aux citoyens français, principe de bon sens.

Le gouvernement actuel offre toute la palette de soins gratuites à des gens qui n'ont jamais travaillé, jamais cotisé et présents de manière illégale.

Jordan Bardella (RN)

Marion Maréchal
(Reconquête!/ RN)

La France est devenue le pays de destination privilégié par les clandestins, car il y a des incitations. L'AME (Aide médicale d'État) leur offre tous les soins !

CES PROPOSITIONS SONT FAUSSES, ILLÉGALES ET DANGEREUSES :

Les prestations sociales ne sont pas un facteur clé dans les déterminants de la migration

- Si les étrangers sont davantage exposés à la pauvreté que les natifs, on n'observe pourtant pas de "surconsommation" des prestations sociales.
- Si le modèle français était particulièrement attractif, au sein de l'UE, on observerait plus d'entrées sur le sol français que d'autres pays, ce qui n'est pas le cas.
- L'obtention de l'Aide Médicale d'État (AME) est conditionnée, elle ne permet pas un accès complet aux soins. De plus, le taux de non-recours est estimé à près de 49 % des personnes éligibles.

Enjeux de santé :

Exclure les personnes des soins entraîne en réalité un coût plus important : lorsqu'elles font finalement appel à des structures pour les précaires, leur état de santé est davantage dégradé et plus difficile à soigner. Cela pose donc un problème de santé publique.

La Constitution garantit l'égalité entre personnes françaises et étrangères :

Être étranger ne peut pas être un critère de différenciation, c'est un critère discriminatoire.

Les allocations contributives (ex. allocations familiales) sont versées en contrepartie d'une cotisation du bénéficiaire alors que les allocations non contributives, de solidarité, peuvent être différenciées, mais pas sur la nationalité (éléments objectifs type résidence).

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Lola Isidro et Caroline Izambert « L'aide médicale d'État en sursis », La Revue des droits de l'homme, Actualités Droits-Libertés, 2024.

“ L’immigration menace, non seulement nos comptes publics, mais également notre sécurité et notre identité.

Jordan Bardella (RN)

Marion Maréchal
(Reconquête!/ RN)

Je pense aux 40 millions de Français qui, en ce moment, remplissent leur déclaration d’impôt et savent que l’argent ira remplir le tonneau des Danaïdes de l’immigration et de l’assistantat pendant que nos hôpitaux, notre justice, nos services publics en général s’effondrent.

CES PROPOSITIONS SONT FAUSSES :

Les comptes publics ne sont pas menacés

Les dépenses liées à l’accueil, l’asile et l’intégration représentaient 1,2 milliard d’euros en 2023. Pour l’AME c’était 1,141 milliards d’euros (0,48 % des dépenses de soin en France), auquel il est possible d’ajouter 1,8 milliard d’euros engagés pour lutter contre l’immigration irrégulière.

→ Ces chiffres cumulés représentent 1,65 % du budget 2023, sans évoquer les bénéfices engendrés par l’immigration.

1,65% du
budget
2023

Une forte contribution des immigrés aux cotisations.

L’OCDE estime que la contribution des immigrés, sous forme d’impôts et de cotisations, est supérieure aux dépenses de l’État pour leur protection sociale, leur santé et leur éducation. La contribution budgétaire nette des immigrés est estimée en moyenne à 1,02 % du PIB (2006-2018).

De plus, les programmes d’intégration “sont des investissements très utiles, largement rentables en termes budgétaires.”

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Lionel Ragot, “Immigration et finances publiques”, Focus n°72, Conseil d’Analyse Économique, 2021.

“

Les talents ou les profils que l'on fait venir aujourd'hui ou demain de l'étranger doivent répondre à des besoins économiques partiels. Cette migration doit être strictement encadrée et les personnes, une fois la mission réalisée, devront rentrer dans leur pays d'origine.

Jordan Bardella (RN)

L'immigration sert à peser à la baisse sur les salaires, elle est utilisée pour créer une concurrence par le bas avec les travailleurs français.

”

CES PROPOSITIONS SONT FAUSSES :

Des besoins économiques structurels

Les besoins économiques à pourvoir ne sont pas partiels, dans différents secteurs, il existe des besoins structurels que font valoir les employeurs.

En 2023, 54.000 premiers titres de séjour pour des raisons économiques ont été délivrés.



L'immigration ne fait pas baisser les salaires

L'impact de l'immigration sur le salaire moyen des natifs est nul, voire positif.



SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Nejma Brahim, "2€ de l'heure - La face cachée de "l'intégration" à la française", Seuil, 26 janvier 2024.

"Immigration, quel impact sur les salaires?", interview de Jérôme Valette, BFM TV.

Rapport de l'OCDE, 2023, "Les flux migratoires internationaux vers les pays de l'OCDE et les résultats des immigrés sur le marché du travail atteignent des niveaux records".

Créer une double frontière, pour "arrêter l'immigration" en "refoulant de manière systématique les bateaux de migrants qui arrivent sur nos côtes" et en "traitant l'asile dans les ambassades et consulats des pays de départ.

Jordan Bardella (RN)

Marion Maréchal
(Reconquête!/ RN)

La "triple frontière", pour dissuader, bloquer et expulser les clandestins. Une première frontière hors du territoire de l'Union, qui prendra la forme d'accords avec les pays de départ où nous ouvrirons des centres pour examiner les demandes d'asile. Une frontière européenne, avec la mise en place d'un blocus militaire naval en Méditerranée et le financement des murs demandés par les pays confrontés aux afflux de migrants. Une frontière nationale, basée sur la fin de la libre circulation des extra-Européens au sein de l'espace Schengen.

CES PROPOSITIONS SONT ILLÉGALES ET DANGEREUSES :



Blocus ou refoulement en mer

Illégal : Principe de non-refoulement (Convention de Genève, traité UE).



Demande d'asile depuis les pays d'origine

Illégal : Traitement de la demande d'asile "hors du pays d'origine" (Convention de Genève, directive UE). Les règles internationales et européennes, qui font partie de l'État de droit, obligent les pays à recevoir les demandeurs d'asile qui ne peuvent pas formuler leurs demandes depuis leurs pays d'origine en raison des persécutions subies.



La sécurisation des frontières est coûteuse et dangereuse

Le phénomène migratoire existe depuis longtemps. La fermeture ou l'imposition de nouvelles frontières n'empêchent pas l'entrée, mais mettent davantage en danger la vie des personnes en exil.



SOURCES COMPLÉMENTAIRES

L'ONG Suisse Humanrights.ch a documenté les obligations juridiques découlant du principe de non-refoulement.

“

Sur le plan migratoire, la première mesure que je ferai adopter est la suppression du droit du sol.

Jordan Bardella (RN)

Je suis favorable à ce que le droit du sol ne soit pas supprimé uniquement à Mayotte, mais sur l'ensemble du territoire, car ce qui est en train de se passer à Mayotte est précisément le futur de la métropole si on ne reprend pas dès maintenant le contrôle de notre pays.

”

CES PROPOSITIONS SONT FAUSSES :

→ Le droit du sol n'est pas automatique

Il faut faire la demande à sa majorité et être né en France et y résider au moment de la demande et avoir résidé pendant au moins 5 ans depuis l'âge de 11 ans.

→ Seule exception : être né en France et avoir un parent également né en France.



→ Le droit du sol existe depuis 1515

C'est une tradition républicaine, un pilier de la République qui précède historiquement le droit du sang (1803).

1515
introduction du
droit du sol

→ La situation à Mayotte ne serait pas différente sans le double droit du sol

Il existe déjà une condition supplémentaire à Mayotte : l'un des parents doit avoir été en situation régulière au moment de la naissance (loi 2018).



🔍 SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Patrick Weil, Tribune : « Le RN veut mettre à bas tout l'édifice du droit du sol [...] » Le Monde.

Patrick Weil, Droit du sol vs droit du sang? - Grasset, 2002.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES FRONT DESINFOX CONTRE LE RASSEMBLEMENT NATIONAL SUBMERSION MIGRATOIRE

DESINFOX- MIGRATIONS

FICHE 7

“

Il faut prendre conscience que la submersion migratoire, qui touche aujourd'hui la France et toute l'Europe, est peut-être le plus grand défi qui se pose à nos sociétés.

Jordan Bardella (RN)

Les français ont l'impression d'être des étrangers dans leur propre quartier.

Marion Maréchal
(Reconquête!/ RN)

Il y a l'année dernière plus d'immigrants qui sont entrés en Europe légaux et illégaux que d'enfants nés sur le sol européen. J'y vois le changement civilisationnel du grand remplacement.

”

CES PROPOSITIONS SONT FAUSSES ET DANGEREUSES :

Il n'y a pas de submersion migratoire

→ Environ 300 000 personnes sont arrivées en situation irrégulière sur le territoire européen en 2023 sur 448 millions de citoyens (0,07% de la population). L'Agence Frontex relève une baisse de 12 % des détections d'arrivées en situation irrégulière début 2024.

De plus, la France se situe seulement au 21^e rang des pays d'accueil dans l'Union européenne.



**-12 %
d'entrée
en 2024**

Les impressions de grand remplacement sont non fondées

→ La théorie du "grand remplacement" a été formulée par l'écrivain d'extrême droite Renaud Camus et a inspiré des attaques terroristes identitaires. Cette idée n'a aucune base scientifique : il n'y a pas de grand remplacement. Il y a 7 % d'étrangers en France (non-français). L'inégale répartition des personnes immigrées sur le territoire résulte d'une ségrégation résidentielle.



Plus d'immigrés que de naissances ? C'est plus compliqué que ça :

→ En 2022, il y a eu plus d'entrées sur le territoire de l'UE, mais il y a aussi un accroissement naturel négatif (plus de morts que de naissances). Or le nombre d'arrivées sur le sol européen ne compense pas ce "déficit" de naissances.



SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Les statistiques INSEE sur le solde migratoire (avril 2024).